

PREMIERES APPRECIATIONS SUR LE NOUVEAU PLAN D'AUSTÉRITÉ

PAUL BOCCARA

LE premier train de mesures du nouveau plan de Giscard, élaboré avec Chirac et Fourcade, a été annoncé le 12 juin. Ce plan prétend être un nouveau plan anti-inflationniste après l'échec de celui de décembre 1973. En réalité, il s'agit d'un **plan d'austérité renforcé**, à la fois inefficace, injuste et dangereux pour la France.

Le pouvoir giscardien doit reconnaître la gravité de la situation intérieure et extérieure de la France dont il est responsable : l'accélération de la hausse des prix, l'augmentation des injustices sociales, la dépendance accrue vis-à-vis de l'étranger et le déficit de notre balance des paiements, les risques qui pèsent sur l'emploi.

Cependant, les mesures qu'il prend sont loin de porter remède à la situation. Malgré leur démagogie, elles vont au contraire aggraver les injustices et les risques qui pèsent sur notre économie.

Une ponction accrue et diversifiée sur la consommation de tout le peuple

En dépit des insuccès répétés de ses divers plans d'austérité, Giscard veut recommencer, en prétendant de nouveau avec Fourcade que c'est « l'excès de la demande globale » qui est responsable de nos difficultés intérieures et extérieures.

La nouveauté en la matière, exprimant l'approfondissement de la crise de notre société, consiste notamment en un effort de démagogie accrue, en un certain aveu du rôle du profit dans l'inflation et, **en fait**, en une attaque plus générale contre toutes les catégories du peuple, avec une tentative d'opposition entre elles des catégories. Il s'agit de l'attaque nouvelle contre les cadres supérieurs et surtout moyens (y compris de nombreux employés et enseignants) et contre les petites et moyennes entreprises. D'où les conditions nouvelles favorables à un développement beaucoup plus large de l'union du peuple de France.

L'attaque contre la consommation intérieure prend la forme de mesures concernant **les prix** (hausse des prix des produits énergétiques et des loyers), **l'épargne** (le léger relèvement des taux d'intérêt ne compense pas du tout les pertes des petits épargnants, mais vise à freiner le découragement de l'épargne par l'inflation et les difficultés du pouvoir d'achat), les dépenses **budgétaires** (diminution des dépenses), le **crédit** plus cher.

Elle prend surtout la forme de l'aggravation de la **fiscalité**.

En ce qui concerne les **salariés**, l'aggravation de l'impôt sur le revenu doit frapper tout particulièrement les salaires des cadres. On prétend qu'il y a là progrès de la justice. En fait, on vise à opposer les catégories de **travailleurs** entre elles et à faire pression sur le niveau de vie par le haut.

Une autre mesure est censée concerner les plus-values nées de l'inflation et les profits des entreprises, résultat d'une hausse excessive de prix ; il s'agit de la nouvelle taxe conjoncturelle dite de lutte contre l'inflation. En fait, calculée sur la T.V.A. payée par les entreprises, il s'agit surtout de taxer les entreprises qui auront accordé des augmentations de salaires (élément principal de la valeur ajoutée). Et d'ailleurs il est prévu une forte limitation de l'augmentation de tous les salaires.

Certes, des mesures « sociales » seront annoncées le 19 juin. Mais, tout en cédant à la pression populaire des élections, ces mesures, comme celles concernant le S.M.I.C. ou les vieux, sont très loin du compte en raison du retard pris. Elles seront néanmoins agitées de façon démagogique pour tenter encore d'opposer diverses couches du peuple.

Une augmentation de l'impôt sur les bénéfices des sociétés est aussi prévue. Et là aussi, on évoque la justice sociale, tout en faisant appel aux « sacrifices » aussi pour les patrons. En réalité, les « sociétés » comprennent une écrasante majorité de petites et moyennes entreprises, d'où la ponction sur le pouvoir d'achat des moyens et surtout des petits entrepreneurs (1).

Ce ne sont pas les grosses sociétés qui seront gênées par le minimum de perceptions (quels que soient les bénéfices) de 3.000 F. Mais, surtout, le bénéfice déclaré sur lequel est calculé l'impôt est extrêmement différent des profits réels qui sont plusieurs fois plus importants. Les profits bruts des grosses sociétés surtout représentent une énorme différence avec les bénéfices dits nets (en raison de toutes les dotations et provisions à partir du profit). Par exemple, en 1973, Rhône-Poulenc a réalisé un profit brut de 1.814 millions de francs, mais n'a annoncé un bénéfice net que de 593 millions.

Enfin, d'une façon générale, le gonflement inflationniste des profits des très grandes sociétés a été extrêmement important en 1973 et pour la partie de 1974 que nous connaissons.

1. A noter aussi que si le gouvernement conserve le secret de distribution qu'un effort de « compression volontaire » est demandé, à défaut duquel on brandit la menace de « taxation » de certaines marges, les grandes sociétés pourront, elles-mêmes, plus aisément répercuter dans leurs prix la fiscalité accrue.

**Freinage des investissements des P.M.E.
mais encouragement au gâchis inflationniste des profits
et des investissements des très grandes sociétés capitalistes**

Si les investissements des petites et moyennes entreprises seront freinés, non seulement les profits et l'accumulation des grosses sociétés ne sont pas vraiment touchés, mais ils sont encore davantage encouragés dans certains secteurs, au niveau du crédit et du financement de type public.

Devant ses difficultés à expliquer l'inflation accélérée uniquement par la hausse de l'énergie et des matières premières, le pouvoir, en traitant de ce qu'il appelle les causes internes de l'inflation, invoque comme Chirac dans la déclaration du nouveau gouvernement :

« L'importance de plus en plus grande de pouvoir bénéficier des fruits de la croissance, le comportement des agents économiques, chefs d'entreprises, salariés, prestataires de services ».

Avec l'accent mis ainsi sur les revenus et la consommation, et sous couvert de sacrifices pour tous, ce sont les salaires et la consommation populaire qui sont visés. Même si dans le cadre de la nouvelle politique, on veut sans doute davantage opposer entre eux les différents revenus populaires (y compris ceux des petits entrepreneurs) et les différents revenus salariaux.

Mais en accusant, au contraire, les profits comme responsable essentiel de l'inflation, il ne suffit pas du tout de rester sur le terrain de la répartition, des revenus déclarés et même des revenus consommés personnellement, qui est celui du pouvoir. Ce sont les conditions de la production elles-mêmes, dans la mesure où elles sont dominées par le grand capital, qu'il convient de mettre en cause, avec le gaspillage des investissements, surtout par les grands groupes monopolistes et leurs exigences de profits pour financer et rémunérer ces investissements.

Au contraire, l'idéologie dominante reste au niveau des revenus nets et de leur consommation, en cachant le principal : le gâchis de l'accumulation essentiellement du fait des grands groupes capitalistes. Mais aussi, on comprend pourquoi sans réformes de structures démocratiques, on ne peut vaincre vraiment l'inflation.

En effet, l'encadrement du crédit est non seulement maintenu, mais renforcé, notamment au niveau des pénalisations du dépassement par les banques. Or les très grosses entreprises échappent à cet encadrement qui frappe surtout les moyennes et encore plus les petites entreprises.

S'il peut y avoir un certain effet de freinage des investissements par les mesures prises au niveau des petites et moyennes entreprises, au contraire il y aura encouragement dans certains secteurs

qui concernent surtout les très grosses entreprises. Cela concerne les entreprises produisant pour l'exportation de gros matériels. Les crédits dits de préfinancement des contrats d'équipement passés avec l'étranger échapperont à l'encadrement. Cela concerne aussi les investissements liés aux questions de l'énergie où il est prévu non seulement une amélioration de l'encadrement du crédit, mais des procédures d'incitation.

Indépendamment du crédit, toutes les formes du financement de type public favoriseront les accumulations de capitaux dans ces secteurs.

On prétend ainsi contribuer à réduire les difficultés issues de la crise de l'énergie. En ce qui concerne le problème de l'énergie, tout ce que nous avons dit sur le gaspillage devenu intolérable du capital constant se confirme avec la crise de l'énergie et des matières premières en général.

Cependant, le pouvoir et les grands groupes monopolistes ne prennent pas le chemin de la solution effective des difficultés nouvelles.

En effet, non seulement le relèvement des prix du pétrole et des matières premières a été gonflé par les profits monopolistes plus exorbitants et spéculatifs que jamais. Mais encore la fiscalité a participé à ce gonflement. Et les récentes mesures concernant une nouvelle hausse des produits énergétiques. Par ailleurs, les mesures autoritaires d'économies prévues, concernant surtout le chauffage de la population, seront largement inefficaces. Mais surtout l'effort en faveur des investissements économisant l'énergie et encore plus celui en faveur des énergies de substitution comme l'énergie nucléaire, se fait, essentiellement, dans l'intérêt des profits et de l'accumulation des groupes monopolistes concernés par les productions nouvelles. D'où les nouveaux gaspillages formidables d'accumulation qui accompagnent cet effort, surtout l'effort de relève de l'énergie de substitution avec ce formidable financement de type public des trusts multinationaux de l'industrie nucléaire.

Les gaspillages d'investissements se révéleront tout particulièrement avec les surproductions prévisibles à l'échelle internationale (1), y compris probablement, à plus ou moins long terme, dans le domaine de l'énergie et des matières premières. Dans l'immédiat, ces gaspillages nouveaux renforceront encore l'inflation, ses injustices et ses risques.

Des risques accrus sur le plan des relations internationales

En ce qui concerne les relations extérieures, en présentant son bilan, le pouvoir a dû reconnaître la gravité du déficit extérieur. Mais si M. Fourcade a insisté sur le déficit commercial à l'égard des pays producteurs de pétrole, il n'a pas parlé de l'important

1. La recherche incessante « d'économies » dans les entreprises, notamment dans le domaine des « faux frais », non seulement n'empêchera pas le renforcement fondamental des gaspillages d'investissement, mais encore elle accroît l'insuffisance relative des débouchés.

déficit par rapport à la République Fédérale d'Allemagne ou par rapport aux Etats-Unis, en se contentant d'évoquer seulement les risques pour notre compétitivité de l'évolution relative de prix en France et en R.F.A.

La question des relations extérieures prend, en effet, une importance nouvelle avec l'approfondissement de la crise du C.M.E. comme nous l'avions déjà montré (1).

Nous avons, tout de suite, une preuve supplémentaire de ce que l'appel du Parti communiste français aux patriotes gaullistes lors des élections présidentielles, loin d'être circonstanciel, a une grande importance pour l'avenir, en raison des menaces nouvelles concernant l'indépendance de la France, notamment dans le cadre de la Communauté Economique Européenne. Non seulement des concessions tarifaires viennent d'être accordées aux Etats-Unis au niveau de la C.E.E., mais encore Chirac a été jusqu'à affirmer dans sa déclaration gouvernementale : « la politique européenne ne fait plus partie de notre politique étrangère » !

Le renforcement de la politique de compression de la consommation de tout le peuple et de faveurs à l'investissement sélectif des groupes monopolistes ainsi qu'à l'exportation (qui accompagnent les difficultés accrues pour les petites et moyennes entreprises), ne résoudra pas le problème de l'inflation. Bien plus, tout en augmentant la dépendance de notre pays vis-à-vis du débouché extérieur, cette politique entraînera de nouveau, à plus ou moins long terme, avec la limitation relative du débouché intérieur dans tous les pays, l'aggravation des **tendances à la surproduction et au chômage.**

Il faudrait pouvoir replacer les mesures récentes dans le contexte de la conjoncture capitaliste internationale.

Au début de 1974, on a assisté à une récession faible aux U.S.A. et en R.F.A. La France a connu un ralentissement bien moins marqué de la croissance. Les perspectives internationales immédiates restent incertaines. Cette incertitude contribue à étaler dans le temps les mesures économiques dans chaque pays.

La tentative de politique coordonnée Giscard-Schmidt engage un effort de politique d'ensemble conjoncturelle et financière à l'échelle de la Communauté Economique Européenne. Cette politique commune tente de faire face, dans l'intérêt des groupes monopolistes les plus puissants, aux risques graves de désagrégation du Marché Commun lui-même, risques manifestés notamment par les politiques protectionnistes récentes extraordinaires de l'Italie et du Danemark.

Mais tout en tendant à renforcer la dissymétrie entre la France et la R.F.A. — du point de vue de la production des moyens de production et des moyens de consommation — cette coordination des politiques aggraverait encore le risque de surpro-

notamment « La
es relations écono-
capitalistes sur le
ternational », Eco-
et Politique, octo-
3.

duction à terme, si elle parvenait à reculer les échéances immédiates ou atténuer leur gravité immédiate.

De plus, alors qu'on déclare refuser les aides publiques de la R.F.A., le contrôle financier de la R.F.A. sur la France par la progression notamment des crédits privés et des exportations de capitaux tendra à se renforcer, favorisé encore par la nouvelle coopération monétaire et financière européenne. Ce contrôle accru aggravera encore les difficultés nouvelles ultérieures pour notre pays. Les récentes propositions concernant la revalorisation officielle de l'or tendent encore à accroître les disproportions réelles et la suraccumulation du capital, en reculant les échéances monétaires extérieures et en gageant des étages nouveaux du formidable édifice du crédit international.

Aussi bien pour répondre aux difficultés immédiates que pour se prémunir contre celles qui s'amoncellent à l'horizon, il faut faire une tout autre politique nationale et internationale, à partir des réformes démocratiques correspondant aux orientations fondamentales du Programme commun.

Avec les débuts de la nouvelle politique Giscard, se confirme pleinement la validité de l'appel du Comité Central du Parti communiste français des 10 et 11 juin, à l'union du peuple de France dans un grand mouvement national largement majoritaire, respectueux de la diversité des convictions, pour le progrès social, la démocratie, l'indépendance et la grandeur du pays.

On comprend mieux comment le Parti communiste français peut déclarer : nous ne fixons aucune limite à cette union, à l'exception des féodaux de la finance, de l'industrie et de leurs commis politiques. Ce grand rassemblement national rendra possible, en effet, les changements limités profondément démocratiques, le changement réel et raisonnable qui sortira la France de la crise.